



## 10e anniversaire de l'appel de Dakar : nouvelles perspectives de développement de la profession d'huissier de justice en Afrique

Les 2 et 3 novembre 2006 s'est tenu à Dakar à l'initiative de l'Ordre national des huissiers de justice du Sénégal et de l'UIH un séminaire international pour célébrer le dixième anniversaire de l'appel de Dakar qui avait marqué en 1996 la première pierre du développement de la profession d'huissier de justice en Afrique au niveau continental.



La délégation de l'UIH est reçue par Macky Sall, premier ministre du Sénégal et Cheikh Tidiane Sy, ministre de la Justice du Sénégal, à la Primature de la République — The UIH delegation with Macky Sall, Prime Minister of Senegal and Cheikh Tidiane Sy, Minister for Justice of Senegal, at the Primature of the Republic

### Un séminaire historique

Les 18, 19 et 20 avril 1996, à l'initiative de l'Association nationale des huissiers de justice du Sénégal, avec le concours de l'UIH, s'était tenu à Dakar le premier colloque international des huissiers de justice en Afrique, consacré à l'étude comparative de l'exercice de la profession en France, au Benelux et en Afrique. Etaient présents le Bénin, le Burkina Faso, le Congo, la Côte d'Ivoire, le Gabon, le Mali, le Sénégal, la Tunisie ainsi que la France et la Belgique. Le thème du colloque était : « *L'huissier de justice, son avenir dans un espace juridique et judiciaire* ». Dix ans plus tard, l'UIH a voulu commémorer cette rencontre historique et rendre un vibrant hommage à son illustre architecte, Yacine Sene, ancienne présidente de l'Ordre national des huissiers de justice du Sénégal, vice-présidente de l'UIH. C'est dans l'amphithéâtre de l'hôtel N'Gor à Dakar que se sont tenus les débats pendant deux journées

intenses et riches. Le thème du colloque était : « *Les nouvelles perspectives de développement de la profession d'huissier de justice en Afrique* ». A l'occasion de ce colloque, une délégation de l'UIH, de l'Ordre national des huissiers de justice du Sénégal, de la Chambre nationale des huissiers de justice de France représentée par son président, Paul Rochard, de l'Ohada, en la personne de son secrétaire permanent, M. Lucien Kwawo Johnson, a eu le privilège d'être reçue par M. Macky Sall, premier ministre du Sénégal, et par M. Cheikh Tidiane Sy, ministre de la Justice du Sénégal, garde des Sceaux. Placé sous les auspices du ministère de la Justice, le séminaire accueillait des délégations venues des quatre coins de l'Afrique (Afrique du Sud, Bénin, Burkina Faso, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Mali, Sénégal, Togo, Tunisie, et Rwanda), mais également d'Europe (France, Hongrie, Pays-bas, Roumanie, Suisse) et d'Amérique (Québec).

Homme clé de l'harmonisation du droit des affaires en Afrique, M. Lucien Kwawo Johnson, secrétaire permanent de l'Ohada, n'a pas manqué à l'appel et a honoré de sa présence les travaux du colloque. L'Ecole nationale de procédure française (ENP), cheville ouvrière des séminaires organisés par l'Unité de formation des huissiers de justice africains (Ufohja), était massivement représentée par son vice-président, Jean-Michel Rouzaud, et par de nombreux experts Ufohja africains et français. On a également apprécié et remarqué la présence de nombreuses personnalités du monde judiciaire et juridique, tels des hauts magistrats et greffiers, ainsi que le président de la Chambre des notaires et le président de l'Ordre des avocats.

Dans son discours d'introduction, M. Birane Niang, directeur de cabinet, représentant le ministre de la Justice, garde des Sceaux, a indiqué que la tenue en terre sénégalaise de ces assises commémoratives du 10e anniversaire de la première réunion des huissiers de justice africains est pour lui un motif de grande satisfaction en ce qu'elle constitue une reconnaissance de l'expertise du Sénégal en matière judiciaire d'une part, et de la conscience de son gouvernement en l'instauration d'un état de droit d'autre part. « *Pour donner aux justiciables des garanties fiables, il est indispensable que l'exécution des décisions de justice soit réalisée dans des délais raisonnables. C'est une nécessité pour un Etat de droit sous peine de voir l'émergence d'une voie parallèle, source de toutes sortes de dérives* » a indiqué M. Niang. Le directeur de cabinet a également indiqué son attachement au projet Cadat de l'UIH. « *Notre pays vous accompagne dans ce projet avec d'autant plus de réjouissance que sa finalisation facilitera l'adoption d'un statut uniforme d'huissier de justice proposée par l'Ordre national des huissiers de justice du Sénégal* » a-t-il souligné.

### La première succursale de l'UIH

Après ces propos très élogieux envers l'UIH et la profession d'huissier de justice, Jacques Isnard, président de l'UIH, a remercié l'Ordre national des huissiers de justice du Sénégal et son président maître Malick N'Diaye, empêché, d'avoir bien voulu accueillir les diverses manifestations destinées à commémorer « *l'Appel de Dakar* » des 18/20 avril 1996. Le président de l'UIH a précisé que la présence du secrétaire permanent de l'Ohada, M. Kwawo Lucien Johnson, était un gage de réconfort car « *d'une part elle nous offre la possibilité de*



De G. à D. : M. Soumare, directeur des Affaires civiles et du Sceau, Birane Niang, directeur de cabinet du ministre de la Justice, Jacques Isnard, président de l'UIHJ et Honoré Aggrey, secrétaire permanent de l'UIHJ pour l'Afrique de l'Ouest — From L. to R.: M. Soumare, Director of the Legal Affairs at the Ministry of Justice, Birane Niang, Director of the Cabinet of the Minister for Justice, Jacques Isnard, President of UIHJ and Honoré Aggrey, Permanent Secretary of UIHJ for West Africa



*maintenir des liens toujours plus étroits avec cette institution qui nous inspire toujours beaucoup d'admiration et d'autre part, nous procure beaucoup de plaisir à accueillir, sous le sceau de relations toujours plus affinées, un éminent juriste mais aussi un ami* ». Dakar est bien la première succursale de l'UIHJ dans le monde, après Paris qui en est le siège social, a reconnu Jacques Isnard. « *En effet, depuis 1996, c'est la 5e fois que nous nous trouvons à Dakar dans le cadre d'une grande manifestation internationale. C'est vous dire l'attrait que suscite votre capitale pour les huissiers de justice* ». Puis, le président de l'UIHJ a rappelé l'historique de l'action de l'UIHJ dans le domaine de la « *mondialisation de l'UIHJ* », l'Afrique ayant été désignée après le 15e congrès international de Varsovie en 1994 comme étant un objectif privilégié de cet ambitieux programme.

A l'époque du rapprochement, beaucoup ignoraient même comment fonctionnait le système d'exécution chez leurs plus proches voisins ! Dans ces conditions le projet de réunir les professionnels en charge de l'exécution de chaque pays de la sous-région paraissait bien audacieux. Néanmoins, impulsée par le dynamisme communicatif de l'imprenable président des huissiers de justice du Sénégal, maître Sene, l'UIHJ devait décider d'organiser à Dakar le 1er séminaire des huissiers de justice africains. Le but était très simple : procéder à un inventaire de la situation et savoir qui faisait quoi et comment, dans ce qui couvrait notre secteur d'activité à savoir : l'exécution, la signification, les constats, les ventes aux enchères, le recouvrement, mais aussi l'organisation du travail, l'organisation sociale, etc.

Grâce à l'appui du ministère de la coopération française et de l'ambassade de France à Dakar, sans lesquels rien n'aurait pu se faire, huit Etats d'Afrique centrale et occidentale, se retrouvèrent. Par ailleurs, les huissiers de justice de Belgique et de Tunisie s'étaient joints aux délégations locales, de sorte que ce premier séminaire panafricain pou-

vait s'ouvrir, fort de la participation de onze pays venant d'Afrique et d'Europe.

Ce séminaire eût un retentissement considérable. Il devait sceller l'intégration massive des huissiers de justice du continent africain à l'Union, et il devait aussi marquer le début du cheminement de nos confrères de l'espace dans leur mouvement de reconnaissance et de progrès.

### Un parcours exemplaire

Et le président de l'UIHJ de poursuivre : « *Car mesdames et messieurs, quel parcours depuis 10 ans ! Voilà une profession qui n'existait qu'à l'état embryonnaire, dispersée, sans corps, parfois sans statut défini, soumise à des textes d'une autre époque, partagée entre la fonction publique et la profession libérale, parfois peu compétente et surtout sans formation. Aujourd'hui, stimulée par le traité de l'Ohada et l'acte uniforme sur les voies d'exécution, là voila structurée sous la forme libérale, organisée en chambres ou ordre national, harmonisée avec un statut en constante évolution, formée avec cet incomparable outil qui est — grâce à l'Ecole nationale de procédure, dont je salue le vice président maître Jean Michel Rouzard — l'Ufohja. Tous les Etats de la zone — le dernier étant la République centrafricaine — sont membres de l'UIHJ. Bien mieux, aujourd'hui, nous accueillons*

*Birane Niang, directeur de cabinet du ministre de la Justice - Birane Niang, Director of the Cabinet of the Minister for Justice*



*pour la première fois et avec beaucoup d'émotion nos confrères du Rwanda qui eux aussi viennent de se doter d'un système comparable à celui qui nous est cher et viennent de faire acte de candidature à l'Union. Si l'on veut bien considérer que nous nous trouvons encore entourés des représentants de l'Afrique du Sud, du Maghreb, du Canada et de sept pays d'Europe soit au total plus de vingt pays, je vous invite à mesurer l'ampleur de l'événement dont nous sommes les témoins* ».

Puis, Jacques Isnard s'est livré à une analyse prospective de l'avenir de la profession en Afrique et dans le monde. « *Notre condition de survie résidera à la fois dans notre faculté à nous imposer et à aller constamment de l'avant et dans celle d'anticiper sur l'avenir. Hier, l'huissier de justice s'inquiétait d'acquiescer un statut, aujourd'hui nous travaillons sur le triptyque signification — exécution — recouvrement. Demain nous ouvrirons le futur avec notre plan d'action reposant sur la pluridisciplinarité* ».

Le président Isnard a achevé son discours en rendant grâce à Yacine Sene et en lui dédiant le séminaire. « *Dix ans après, sachez le, c'est toute une communauté professionnelle qui vous doit hommage et reconnaissance. Particulièrement cette grande fratrie d'Afrique centrale et occidentale que vous dynamisez depuis lors. Celle-ci désormais se sent investie d'une obligation : celle de poursuivre*

*Leo Netten, 1er vice-président de l'UIHJ — First Vice-President of UIHJ*





Une partie du public – A part of the audience



Le 3e atelier – The third Workshop

voire mission afin de nous retrouver à Dakar en 2016 pour le 20e anniversaire ! » a conclu le président de l'UIH sous une salve d'applaudissements.

### Une vision latino-africaine du droit

Après cette intervention chargée d'émotion, il revenait à Thierry Guinot, huissier de justice à Paris, ancien président de la chambre départementale des huissiers de justice de Paris, mais également l'auteur d'un ouvrage de référence sur la profession d'huissier de justice (« *L'huissier de justice : normes et valeurs – Ethique, déontologie, discipline et normes professionnelles* » – EJT, 2004) de présenter un exposé dont le thème était : « *Une vision latino-africaine du droit au travers des traditions ancestrales* ». Dans une intervention d'une qualité exceptionnelle, faisant de nombreuses références à l'histoire et à la philosophie du droit, notre confrère a démontré qu'entre l'Afrique et les pays latins les liens sont beaucoup plus anciens et les destins plus intimement liés qu'on ne le suppose généralement. « *Il n'est pas vain de reconsidérer nos racines, mais aussi de penser ensemble cet avenir lié par une structure archétypale commune, enrichi de situations et de parcours différents* », indique justement Thierry Guinot, et de conclure : « *Mettre l'homme en tant qu'Être au centre du dispositif juridique c'est postuler que l'harmonie des peuples ne peut exister qu'en fonction du rapport de l'homme au monde. Conserver l'Être en tant que prémisses majeure de la pensée juridique et reconnaître l'Avoir en tant que prémisses mineure, c'est cela, la leçon que nous enseignent nos valeurs, et c'est en cela que les visions latine et africaine du droit peuvent et doivent se conjuguer* ».

### Le renforcement de la profession en Afrique

Après cette intervention très appréciée, les travaux proprement dits du colloque purent commencer. Trois ateliers avaient été organisés. Le premier

atelier concernait le thème du renforcement de la profession d'huissier de justice en Afrique. Leo Netten, 1er vice-président de l'UIH, y jouait le rôle essentiel de modérateur.

Jacques Isnard fit une intervention sur le renforcement de la profession dans la zone Ohada de 1996 à aujourd'hui. « *Personnellement, j'ai le sentiment que le traité de l'Ohada a été le véritable détonateur qui a fait exploser, dans le sens du progrès, la profession dans les Etats concernés* » a estimé Jacques Isnard. C'est à partir de cette période que l'UIH, en collaboration avec l'ENP, a commencé à organiser ses premières conférences, d'abord à Brazzaville, puis successivement dans d'autres capitales (Cotonou, Libreville, etc.). Progressivement, le succès aidant, et les sollicitations se multipliant, l'idée de créer un organe de formation autonome, mais interne, a fait son chemin pour aboutir à la mise en œuvre de l'Ufohja lors du Conseil du Caire en mai 2002. La première conférence donnée dans le cadre de cette nouvelle institution eut lieu peu de temps après à Niamey. Aujourd'hui, l'Ufohja, qui ne se substitue pas aux séances de formation internes, est un modèle de conception pédagogique par la richesse des échanges qu'elle développe sous une forme encore peu commune puisqu'elle relève d'une pratique comparative entre les huissiers de justice de la zone et ceux de France.

Yacine Sene, vice-présidente de l'UIH, a indiqué son attachement à la connaissance mutuelle des huissiers de justice, qui avait été le moteur du rassemblement de 1996. « *Avec l'Ohada, nous nous retrouvons autour de textes qui nous sont communs. L'Ohada est une force qui n'existe nulle part ailleurs. Nous avons un élément de rassemblement tellement fort car mondialement reconnu que nous nous ne pouvons même pas l'apprécier* » a estimé notre illustre consoeur. Par ailleurs, Yacine Sene a rappelé l'importance essentielle de la formation et a salué la naissance de l'Ufohja, « *instrument formidable et qui vient en appui de la formation au*

*niveau national* ». La vice-présidente a également évoqué les progrès en matière de communication notamment grâce à Internet et le site de l'UIH qui permet d'obtenir des informations en temps réel et à tout moment.

### L'Ohada, une organisation unique au monde

Le thème suivant, « *Le traité de l'Ohada et son acte uniforme relatif à l'exécution une ouverture pour les huissiers de justice de la zone* » fut successivement traité par Paul Rochard, président de la Chambre nationale des huissiers de justice de France et par Honoré Aggrey, secrétaire permanent de l'UIH pour l'Afrique centrale et occidentale.

Le président Rochard a exprimé sa joie de rencontrer à Dakar autant de confrères de pays africains et d'autres continents, et notamment ceux qui s'exprimaient dans sa langue natale, le français. « *Il n'y a qu'un seul continent au monde où cela est possible. Ce continent, c'est le vôtre* », a-t-il remarqué. Le président de la Chambre nationale française a aussi indiqué que l'Afrique a mis en place quelque chose d'unique au monde et que bien des pays lui envient avec le traité de l'Ohada en rappelant le rôle fédérateur de cette organisation, dont la spécificité africaine était également inspirée d'une culture juridique en partie issue du droit français. Concernant l'Acte uniforme portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement et des voies d'exécution, on trouve en effet de grandes similitudes avec les textes français. Mais ce texte « *constitue tout d'abord le ciment collectif des huissiers de justice de la zone Ohada. Il permet un rapprochement inespéré des professionnels du droit* ». « *L'Ohada nous a fait prendre conscience que les huissiers de justice français et ceux de la zone Ohada sont issus de la même fratrie juridique* » a salué pour conclure Paul Rochard, en souhaitant longue vie à l'Ohada, l'Ufohja et aux huissiers de justice.

Pour sa part, Honoré Aggrey a évoqué en détail



Lucien Kwawo Johnson, secrétaire permanent de l'Ohada  
— Permanent Secretary of Ohada



Mathieu Chardon, 1er secrétaire de l'UIHJ — First secretary  
of UIHJ



Emmanuel Minoungou, commissaire aux comptes de l'UIHJ  
— Government auditor of UIHJ

l'acte uniforme sur les voies d'exécution. Le secrétaire permanent de l'UIHJ a indiqué que ce texte a remanié la saisie mobilière mais aussi a apporté de nombreuses innovations avec la saisie appréhension, la saisie revendication, ou les diverses saisies conservatoires. En définitive, a précisé notre confrère, l'acte contient une ouverture pour les huissiers de justice. Encore faut-il que nous puissions en profiter en proposant des aménagements et même des dispositions nouvelles à un outil essentiel du travail qui ne demande qu'à être amélioré. Puissions nous en profiter dès à présent. Voici le souhait des huissiers de justice africains par rapport à l'acte uniforme portant sur les voies d'exécution, a conclu notre éminent confrère.

### Une harmonisation du droit et des procédures

Le thème suivant, « le renforcement de la profession d'huissier de justice au travers des conventions internationales » a été abordé par Mathieu Chardon, 1er secrétaire de l'UIHJ et expert Ufohja, et par Kokoé Gaba, huissier de justice à Lomé (Togo). Dans un exposé clair et concis, Mathieu Chardon a démontré que le renforcement de la profession au travers des conventions internationales s'opérait d'une part par une harmonisation du droit et d'autre part par une harmonisation des procédures. Il a ainsi expliqué quelle était la place des conventions internationales en matière de justice et quelles étaient ses conséquences pour la profession d'huissier de justice, notamment comme facteur de développement et de cohésion.

Notre consoeur Kokoé Gaba a complété les propos du 1er secrétaire de l'UIHJ en citant l'exemple de la Convention de La Haye du 15 novembre 1965 en matière de signification des actes. Kokoé Gaba a décrit les modes de transmission des actes et notamment la possibilité offerte par l'article 10 b de la convention d'adresser les actes directement

d'officier ministériel à officier ministériel. Et notre consoeur de souligner : « C'est à cet effet que l'UIHJ s'est donnée pour mission de faire des démarches auprès des gouvernements dont le gouvernement sénégalais d'adhérer à cette convention. A l'initiative de l'UIHJ, il serait souhaitable que les chambres des huissiers de justice incitent leurs pays respectifs à signer cette convention car il y va de leur intérêt. Aujourd'hui, il n'y a pas plus de deux pays africains et c'est une lacune qu'il faut combler au plus tôt, pour nous permettre une transmission des actes dans les meilleurs délais ».

Le thème de « la place de l'huissier de justice africain dans l'UIHJ » a été évoqué par Adrian Stoica (Roumanie), membre du bureau de l'UIHJ, et par Alphonse Kibakala, président de la Chambre nationale des huissiers de justice du Congo. C'était la première visite en Afrique pour notre confrère Adrian Stoica, qui s'est déclaré immédiatement conquis par les gens que par les lieux. « Si l'on se réfère à la place de l'huissier de justice africain dans l'UIHJ, je peux vous dire qu'il joue un rôle important. Je ne le dis pas par complaisance, parce que les accomplissements de celui-ci au niveau du continent africain et par rapport à l'UIHJ sont évidentes et parlent d'elles-mêmes » a déclaré notre confrère. Evoquant tour à tour l'Ohada, l'Ufohja et le projet Cadat, Adrian Stoica a souligné la vivacité de nos confrères africains.

Alphonse Kibakala a rappelé à juste titre que « c'est grâce aux rencontres de Dakar de 1996 que nous huissiers de justice de la zone Ohada avons accédé à l'UIHJ ». Et notre confrère de poursuivre : « Dakar 1996 fut donc pour l'Afrique zone Ohada le véritable déclic. Ce fut l'occasion pour nous huissiers de justice de la zone Ohada de découvrir un partenaire sûr, incontestable et incontournable. Finalement un partenaire, un parrain qui nous a permis de résoudre au niveau de l'Afrique de nombreux problèmes liés à la structuration et au développement de la

profession en Afrique. L'UIHJ a donc permis depuis cette date, et au travers de son action, d'accéder au statut libéral dans la plupart des pays de la zone Ohada ». Aussi, selon le président de la Chambre nationale du Congo, l'huissier de justice africain aujourd'hui joue un rôle positif considérable et respectable dans la vie de l'UIHJ, notamment au travers de sa participation dans le bureau de l'UIHJ, avec la présence de Yacine Sene, Honoré Aggrey ou Emmanuel Minoungou.

### Une couverture sociale pour les huissiers de justice africains

Le deuxième atelier était consacré à « l'uniformisation de la profession d'huissier de justice en Afrique ». Le modérateur était Honoré Aggrey. Le premier thème, « l'organisation sociale des huissiers de justice : analyse et projets », avait pour intervenants Francis Guépin, ancien président de la Chambre nationale des huissiers de justice de France et membre du bureau de l'UIHJ, et Séverin Somda, président de la Chambre nationale des huissiers de justice du Burkina Faso.

Dans une intervention qui répondait à une brûlante actualité, celle de l'absence générale de couverture sociale pour les huissiers de justice africains et leur personnel, le président Guépin a lancé l'idée d'une réflexion pour mettre en place, au niveau du continent africain, d'un système d'assurance professionnelle qui couvrirait les besoins de la profession en Afrique. Il n'existe en effet aucun système de protection maladie, décès, invalidité ou même retraite pour nos confrères africains. Francis Guépin a indiqué notamment que l'on pourrait lancer des appels d'offre au niveau de compagnies d'assurances internationales. Les représentants des délégations africaines ont approuvé et soutenu cette idée fédératrice.

Séverin Somda a confirmé qu'il n'existe aucune organisation sociale concernant les huissiers de jus-



Francis Guépin, membre du bureau de l'UIHJ — Member of the board of UIHJ



Alphonse Kibakala, président de la Chambre nationale des huissiers de justice du Congo — President of the National Chamber of Judicial Officers of Congo



Dominique Aribaut, membre de l'UIHJ — Member of UIHJ

tics africains. « Cela créé un sentiment d'insécurité. Peut-on être véritablement efficace dans cette insécurité ? » s'est-il demandé. Le président burkinabé a ajouté : « Il faut exhorter les confrères à atteindre cette évolution suivie pour avoir une retraite, une prévoyance. Avec la volonté de nos confrères africains, on sera en mesure de réaliser cet objectif. Nous voudrions avoir la vénalité des charges. Cela peut sembler dépassé mais cela nous permettrait d'envisager l'avenir d'une meilleure façon. Il nous faudra lutter pour obtenir cela. Les propositions de Francis Guépin sont excellentes. J'y souscris complètement et exhorte mes confrères africains à y adhérer. C'est un défi pour nous huissiers de justice africains qu'il nous faudra relever ».

### Un ambitieux projet

Le thème suivant, « l'uniformisation de l'indépendance de l'huissier de justice », fut traité par Françoise Andrieux, huissier de justice à Roquevaire (France), ancienne présidente de la chambre nationale des huissiers de justice des Bouches-du-Rhône, et par Saint-Auffret Louzingou, ancien président de la Chambre nationale des huissiers de justice du Congo.

L'atelier Cadat — The Cadat workshop



Dans un exposé très complet, Françoise Andrieux, a démontré que si la standardisation de la profession était nécessaire, celle-ci ne devait pas constituer qu'une simplification. « Il faut avoir sur la question de l'uniformisation de l'indépendance de notre profession, gage d'un régime d'exécution efficace, une vue ambitieuse plongeant vers la globalisation économique et l'internationalisation des échanges » a-t-elle indiqué. A la clé, il s'agit de dynamiser le développement économique et la croissance en Afrique francophone par la mise en place d'outils et d'instances juridiques fiables et si la sécurité juridique est une exigence fondamentale de l'État de droit elle est également créatrice de valeur. Pour sa part, Saint-Auffret Louzingou a indiqué que « cette uniformisation est nécessaire pour renforcer l'efficacité des huissiers de justice africains et faire de l'exécution un domaine assaini et organisé ». Pour l'ancien président de la Chambre nationale du Congo, il est indispensable d'envisager une harmonisation de l'indépendance de l'huissier de justice à travers d'importantes actions telles que l'adoption accélérée d'un statut de l'huissier de justice africain, l'uniformisation d'un tarif imposable à tous, l'institution d'un titre exécutoire communautaire Ohada,

la réalisation à terme du projet Cadat, l'obtention des garanties des droits fondamentaux des huissiers de justice. « Un tel projet pourrait paraître très ambitieux, mais avec l'aide et l'appui de l'UIHJ, nous sommes certains que nous pourrions avoir une bonne indépendance de l'huissier de justice et que nous pourrions ensemble être unis dans une même manière de travailler et d'exécuter » a-t-il conclu.

### Une profession indispensable

Le thème suivant, « la nécessité de pourvoir à l'aménagement de règles déontologiques, disciplinaires et rigoureuses » a été abordé par Thierry Guinot et par Emmanuel Minoungou, commissaire aux comptes de l'UIHJ et ancien président de la Chambre nationale des huissiers de justice du Burkina Faso.

Thierry Guinot a souligné à juste titre que si l'on veut une profession respectée et qui dure, il faut la rendre utile et même indispensable, crédible et offrant des prestations de qualité. Notre confrère a ensuite insisté sur la discipline qui doit s'imposer dans la profession et les modes de régulation au travers des structures de contrôle et un système de sanctions. « La rigueur — lorsqu'elle vise au bien-être de tous — ne doit pas être ressentie comme un fardeau, mais comme un moyen, au même titre que la technologie qui elle aussi comporte des contraintes tout en améliorant l'activité. La discipline, l'art de faire et de s'abstenir, constitue à la fois une pratique et une qualité personnelle, tournées vers le bien du groupe et dont on recueille en retour les avantages. Quant à la sanction, elle est une arme qui — dans l'idéal — ne devrait pas être utilisée ; c'est une arme de dissuasion vis-à-vis des professionnels qui seraient tentés par la faute ; c'est un argument de persuasion vis-à-vis du public



Honoré Aggrey, secrétaire permanent de l'UIH pour l'Afrique de l'Ouest – Permanent secretary of UIH for West Africa



Kokoé Gaba, membre de la délégation togolaise – Member of the Delegation from Togo



Thierry Guinot, auteur de l'ouvrage de référence : « L'huissier de justice : Normes et valeurs » - Author of the reference book : « The Judicial Officer: Norms and values »

de ce que nos valeurs ne sont pas un vain mot » a conclu Thierry Guinot.

Emmanuel Minoungou, saluant Thierry Guinot, a ajouté que « les objectifs poursuivis par nos différentes organisations professionnelles nationales sont de créer un huissier de justice compétent digne et respectueux de tous. Le président Isnard n'a de cesse de nous pousser vers le sommet. Cette compétence et cette crédibilité tant recherchées seraient vaines si le ciment des règles déontologiques et disciplinaires n'en constituait pas le fondement ». Citant Rabelais (« science sans conscience n'est que ruine de l'âme »), Emmanuel Minoungou, a estimé que l'huissier de justice doit être un personnage foncièrement humain calme de tempérament, intellectuellement bien pétri et moralement fort. Pour le guider vers cette voie, il est indispensable de créer et de construire des règles déontologiques et de les appliquer rigoureusement, sans sentimentalisme mais avec beaucoup de discernement, pour le bien de l'ensemble de la profession tant sur le plan national que sur le plan international.

### La promotion d'un grand espace judiciaire mondial

L'uniformisation du statut de l'huissier de justice et la projet panafricain « Cadat » a ensuite été présenté par Leo Netten, 1er vice-président de l'UIH, Johan Fourie, secrétaire permanent pour l'Afrique australe, Mourad Skander, membre du bureau de l'UIH et Honoré Aggrey.

Leo Netten a rappelé que, depuis de nombreuses années, l'UIH s'est puissamment engagée dans un processus visant à promouvoir l'aménagement d'un grand espace judiciaire mondial. Elle dispose d'une large vision d'ensemble du droit international et de la situation en Afrique. Sans doute notre organisation est-elle parmi les plus aptes à favoriser les réunions interzones, à réunir les techniciens des

différentes familles juridiques, à fédérer les idées et à s'imposer comme un interlocuteur éclairé auprès de toutes autorités. Au conseil permanent de Cape Town, a indiqué Leo Netten, notre président, Jacques Isnard, a proposé que soit créée une cellule de travail qui comprendrait des huissiers de justice des trois zones : Afrique du Nord, zone Ohada et zone SADC. Toutes les délégations présentes ont adopté à l'unanimité une résolution dans laquelle il a été décidé de créer un groupe d'experts huissiers de justice en Afrique dont le but est de rechercher au sein des différents pays, les points de convergence entre les législations, les procédures civiles et commerciales et les professionnels du droit, disposant d'une spécificité commune dans ces matières ; deuxièmement d'établir un document de synthèse des droits comparés entre les différents Etats en dégageant les normes communes et troisièmement de favoriser la mise en place d'un espace judiciaire africain par la création d'un instrument uniforme permettant la transmission directe des actes et des décisions de justice entre huissiers de justice et officiers judiciaires de ces états. Telles sont les grandes lignes du projet Cadat (pour Cape Town, Dakar, Tunis).

Johan Fourie est revenu sur la résolution de Cape Town du 11 mai 2001 qui a décidé de réunir le groupe d'experts, puis sur la résolution de Pretoria du 25 février 2005 qui a adopté quatre propositions visant à :

- établir un programme de formation ;
- promouvoir la ratification de la Convention de La Haye du 15 novembre 1965 dans les pays de la zone ;
- encourager chaque pays à prendre part au traité de l'Ohada ;
- soutenir le recouvrement de créances extrajudiciaires par les huissiers de justice.

Puis, notre confrère, a présenté une analyse de la résolution de Cape Town, en reconnaissant le retard pris et en exhortant les pays et le bureau de l'UIH à se mobiliser plus encore autour de ce projet.

Mourad Skander a poursuivi en insistant sur le volet formation. Pour notre confrère, le statut uniforme devrait comporter une obligation pour chaque huissier de justice de suivre des cycles de formation continue au moins pendant les dix premières années de sa carrière. Puis, Mourad Skander s'est lancé dans un plébiscite du projet Cadat, en soulignant sa souplesse. « La particularité de Cadat dans ce contexte c'est qu'elle est unificatrice des Africains. On pourrait développer cette structure pour qu'elle prenne la forme d'une commission africaine dépendante de l'UIH » a-t-il indiqué.

Pour conclure sur le thème, Honoré Aggrey, a procédé à une analyse des règles de signification et de notification dans les pays d'Afrique centrale et occidentale. Notre confrère a reconnu que cette analyse était « amplement facilitée du fait de l'appartenance de ces pays à un même passé colonial et à un degré moindre, avec l'avènement de l'Ohada ». Dans un exposé très clair, Honoré Aggrey a évoqué successivement, les domaines d'intervention de la signification, son contenu, les agents compétents pour intervenir, l'authenticité des actes, leur coût et les significations en matière internationale.

### Assurer une formation continue et spécialisée

Le troisième et dernier atelier, celui de l'optimisation de la profession d'huissier de justice en Afrique, était placé sous la modération d'Anne Kérisit, membre de l'UIH et experte Ufohja.

Le premier thème de l'atelier concernait « la formation, l'Ufohja et la coopération avec l'Ecole nationale de procédure française ». Les interve-



*Eliane Oberdeno, présidente de la Chambre nationale des huissiers de justice du Gabon, rend hommage à Yacine Sene*  
 — Eliane Oberdeno, President of the National Chamber of the Judicial Officers of Gabon, praises Yacine Sene



*Yacine Sene, pendant la cérémonie qui lui était consacrée*  
 — During the ceremony dedicated to her

nants étaient Jean-Michel Rouzaud, vice-président de l'ENP et Claudine Mogni, huissier de justice à Libreville (Bénin), secrétaire de l'Ufohja. Jean-Michel Rouzaud a rappelé que l'UIHJ considéra comme une impérieuse nécessité de mettre en place un système efficace et pérenne pouvant assurer une formation continue et spécialisée en Afrique. L'Unité de formation des huissiers de justice africains (Ufohja) a ainsi vu le jour le 1er février 2002, principalement axé sur les actes uniformes de l'Ohada. Les textes étant fortement inspiré du modèle français, l'UIHJ a considéré que la collaboration avec l'Ecole nationale de procédure devenait incontournable pour assurer cette formation. L'ENP mit immédiatement à la disposition de l'Ufohja ses compétences, son expérience, son savoir-faire, son expertise, ainsi que plusieurs de ses collaborateurs, choisis parmi les plus expérimentés et les plus brillants de ses effectifs. Dès lors, se trouvaient réunies les conditions pour que l'ENP poursuive et intensifie ses interventions, dans la zone Ohada, dans le cadre de l'Ufohja et ce grâce à une structure très légère de trois composantes : l'UIHJ, l'ENP et un collège d'huissiers de justice africains. Jean-Michel Rouzaud a déclaré que « nos confrères africains nous ont fait savoir à de nombreuses reprises qu'ils appréciaient les interventions de l'ENP, qu'elles leur étaient utiles et profitables pour eux-mêmes et aussi leurs collaborateurs ».

Claudine Mogni a ensuite rendu un vibrant hommage aux « femmes de Dakar 1996 » qui étaient présentes il y a dix ans et qui sont encore présentes aujourd'hui, et à la plus illustre d'entre elles, Yacine Sene, « l'étincelle qui a permis d'allumer le feu qui éclaire dorénavant notre route ». L'Ufohja a été pensée pour les huissiers de justice africains et avec les huissiers de justice africains, a précisé notre consoeur en rappelant ses modalités de fonctionnement pour le choix des séminaires, entre trois à quatre par ans, avec une périodicité de dix-huit mois par pays.

### La confiance du justiciable

Le 2e thème était celui de l'exécution et de l'assistance à l'huissier de justice et le concours de la force publique. Il fut traité par Dominique Aribaut, membre de l'UIHJ, et par Filifing Dembélé, président de la Chambre nationale des huissiers de justice du Mali.

« Dans tout pays démocratique, l'Etat est tenu d'assurer la sûreté et la sécurité de ses citoyens, ce qui l'a conduit à mettre en place l'institution que nous connaissons et respectons tous : la justice » a indiqué Dominique Aribaut. Puis notre consoeur a décrit avec précision les mécanismes de l'obtention du concours de la force publique et de l'assistance à l'huissier de justice, en définissant précisément la notion d'assistance qui est souvent confondue avec

celle du concours. En conclusion, Dominique Aribaut a estimé que si les décisions de justice ne sont plus ramenées à exécution, le juge perd la confiance dans sa propre mission et, ce qui est plus grave, perd également la confiance du justiciable. « Nous aurons alors le risque de voir se développer une justice privée, aveugle et inéquitable, aux principes éloignés de la justice suprême, qui ne donnera plus aux citoyens les garanties nécessaires au respect de leurs droits » a-t-elle finalement plaidé.

Filifing Dembélé a présenté la situation en Afrique au regard de l'assistance et du concours de la force publique et des nombreux problèmes rencontrés dans la pratique. L'exécution forcée doit obéir à certaines conditions. La réquisition dans de nombreux pays africains se fait au moyen d'un courrier adressé par l'huissier de justice à la police ou à la gendarmerie mais la réquisition doit au préalable être revêtue d'un visa donné par le parquet. Ce visa résulte de la pratique et est critiqué par les huissiers de justice. En fonction de la personne qui fait l'objet de la procédure, le visa sera ou non accordé. Cette situation doit changer, a indiqué notre confrère, car elle est contraire au principe de séparation des pouvoirs.

### La signification : une valeur certaine pour les parties

Le thème suivant concernait « la signification des actes : la sécurisation et le respect des droits des parties » et fut abordé par André Mathieu, membre du bureau de l'UIHJ et par Séverin Somda.

André Mathieu a développé son intervention autour d'une quadruple sécurisation : par le statut de l'huissier de justice, par les lois, par la déontologie et la responsabilité professionnelle et par l'indépendance judiciaire de l'huissier de justice. Tirant des exemples de la législation québécoise, notre confrère a détaillé ses arguments pour conclure que « s'agissant de la signification des actes, il demeure évident quant à nous que la signification par ministère d'huissier est une valeur certaine pour les parties puisque les citoyens justiciables sont hautement protégés par tous les paramètres prévues aux lois tant sur le plan civil que disciplinaire ».

Séverin Somda a, pour sa part, présenté le thème sous l'angle de la spécificité africaine, reconnaissant pour autant de grandes similitudes en raison du statut et du rôle de l'huissier de justice dans de nombreux pays africains.



Les représentants de la délégation du Rwanda — The representatives of the delegation from Rwanda



Anne Kérisit, membre de la délégation française de l'UIHJ — Member of the French Delegation of the UIHJ

### Une révolution des mentalités

Il revint à Rose-Marie Bruno, huissier de justice à Arles (France), et à Odette Remanda, huissier de justice à Libreville (Gabon), toutes deux expertes Ufohja, de traiter le thème des activités complémentaires de recouvrement de créances et des constats.

Rose-Marie Bruno a axé son intervention sur le recouvrement de créances avec la flamme et la force conviction qu'on lui connaît. « *Le recouvrement amiable, par opposition au recouvrement judiciaire, participe d'une révolution des mentalités* » a-t-elle indiqué. En Afrique, ou dans la plupart des pays, l'huissier de justice, officier ministériel, est méconnu et a du mal à asseoir son autorité en cette qualité. Cela sera d'autant plus difficile, s'il intervient en amont du procès, pour obtenir du débiteur d'obligation qu'il respecte son engagement. Réussir dans le recouvrement amiable suppose deux conditions : l'organisation d'une structure de recouvrement au sein de l'office et la maîtrise des techniques. Cela nécessite un personnel formé et qualifié qui connaît les supports et les outils du recouvrement.

Sur le volet du constat, Odette Remanda a rappelé que le constat d'huissier est prévu dans les statuts régissant la profession d'huissier de justice dans la quasi-totalité des Etats d'Afrique francophone. Le constat au service de la preuve, revêt plusieurs aspects et a pour but d'aider la justice à se rapprocher de la vérité. L'huissier de justice dans le cadre spécifique de sa mission de constat, pourra être emmené à être l'artisan de la production de la preuve, en dressant un procès verbal à la requête d'un particulier, sur son initiative ou sur décision du juge. Le fait qu'il soit rédigé en par un officier public lui confère la particularité d'acte authentique. Odette Remanda a conclu son intervention en précisant qu' « *une telle reconnaissance offre*

*à l'évidence une force indéniable au constat trop souvent oubliée* ».

Le séminaire ne pourrait pas s'achever sans une intervention très remarquée de M. Lucien Kwawo Johnson, secrétaire permanent de l'Ohada. M. Johnson a remercié l'UIHJ et la Chambre nationale des huissiers de justice du Sénégal pour l'avoir invité à prendre part à ce séminaire historique. Le secrétaire permanent de l'Ohada a salué l'UIHJ qu'il a qualifié de meilleur ambassadeur international de l'Ohada et a souhaité que la collaboration entre les deux organisations soit plus étroite encore, pour un bénéfice mutuel.

### Le Rwanda veut rejoindre l'UIHJ

On ne saurait manquer également de rendre compte de l'intervention très remarquée du Rwanda, en la présence de Thémistocle Munyangayo, et de Jean Bosco Nsengiyumva, respectivement président et secrétaire du Corps des huissiers de justice du Rwanda. M. Bosco Nsengiyumva a indiqué que le Corps des huissiers de justice du Rwanda a démarré en 2003. Il comprend 23 huissiers de justice, dont une femme. Notre confrère a souligné l'importance géopolitique du Rwanda, situé au carrefour géographique, stratégique et linguistique de l'Afrique. « *Le ministère de la Justice du Rwanda aimerait entrer en contact avec l'Ohada pour faire une version pour l'Afrique de l'Est de ce qui existe en Afrique de l'Ouest. Cela nous aiderait à faire notre droit des affaires et connaître un huissier de justice qui traverse les frontières. Nous sollicitons l'aide de l'UIHJ pour cela et aussi pour la formation. Cela concerne le Rwanda mais également tous les pays limitrophes* » a-t-il déclaré, déclenchant un tonnerre d'applaudissement.

Réagissant à ces propos, le président Isnard a déclaré : « *Il est inutile de souligner l'intensité*

*de l'émotion qui nous étreint. La population du Rwanda a été soumise pendant des années à une situation nationale et internationale qui a fait que ce pays Etat aux carrefours de l'Afrique est devenu universellement connu pour des circonstances que nous souhaitons du fond du cœur qu'elle ne se renouvelle jamais. Nos confrères sont arrivés à créer une profession identique aux nôtres, grâce notamment à ce qu'ils ont pu trouver sur Internet. Ils ont créé une chambre nationale, tout cela en un temps record. En ce qui concerne la profession, vous apprendrez à connaître notre grande famille de l'UIHJ. Vous aurez l'occasion de voir comment est constituée notre organisation et comment elle se développe. Vous avez dans la salle le secrétaire permanent de l'Ohada qui sera j'en suis sûr très réceptif à votre message. Nous serons heureux de vous accueillir parmi notre organisation* ».

### Une délégation reçue à la primature de la République

Parallèlement au séminaire, une délégation de l'UIHJ, de la Chambre nationale des huissiers de justice du Sénégal, de la Chambre nationale des huissiers de justice de France ainsi que M. Johnson, secrétaire permanent de l'Ohada, été reçue à la primature de la République par M. Macky Sall, premier ministre du Sénégal, et par M. Cheikh Tidiane Sy, ministre de la Justice du Sénégal, garde des Sceaux. Pendant près d'une heure, les échanges furent directs, chaleureux et fructueux.

M. Sall s'est enquit auprès du président de l'UIHJ de la situation des huissiers de justice dans les autres pays d'Afrique, saluant la spécificité de l'Ohada.

Jacques Isnard a résumé les deux journées de travail, présentant en particulier le projet d'une réflexion sur le système social de l'huissier de





justice en Afrique. Le président de l'UIH a également rappelé aux autorités le projet d'adhésion du Sénégal à la Conférence de La Haye et à la convention de La Haye du 15 novembre 1965. Le premier ministre lui a assuré que ce projet allait être rapidement examiné. Pour finir sur une autre note très positive, le ministre de la justice a annoncé la toute prochaine revalorisation du tarif des huissiers de justice sénégalais, à la grande satisfaction de nos confrères qui attendent celle-ci depuis plusieurs années.

**Une femme d'exception**

Le séminaire de Dakar 2006 s'est achevé, comme il se doit, dans l'amitié et la confraternité, autour d'une soirée de gala où chacun a pu se détendre et à poursuivre, dans la décontraction, les débats des deux journées passées. Mais ce moment a également l'occasion de rendre un vibrant et très émouvant hommage à Yacine Sene, pour l'ensemble de ses actions au cours des dix années passées, en collaboration avec l'UIHJ, à construire et à assurer l'avenir des huissiers de justice en Afrique. Le président Isnard a en particulier salué la femme d'exception sans laquelle rien n'aurait été possible. De nombreux hommages lui ont ensuite été rendus. Pour sa part, Eliane Oberdeno, présidente de la Chambre nationale des huissiers de justice du Gabon a déclaré que « *Yacine Sene est l'objet de l'admiration que lui portent le président Jacques Isnard et l'ensemble des membres de l'UIHJ* ». Plusieurs cadeaux furent remis à la vice-présidente de l'UIHJ qui, très émue, a remercié et a salué l'UIHJ ainsi que les « *enfants de 1996* » en souhaitant à toutes et à tous de se retrouver dans dix ans pour célébrer les nouvelles avancées de l'UIHJ et de la noble profession d'huissier de justice en Afrique.

Rendez-vous est pris, chère Yacine !

## 10th Anniversary of the Call of Dakar: New Development Prospects of the Occupation of Judicial Officers in Africa

On November 2 and 3 2006 was held in Dakar at the initiative of the national Order of the judicial officers of Senegal and the UIHJ an international seminar to celebrate the tenth anniversary of the call of Dakar which had marked in 1996 the first stone of the development of the occupation of judicial officer in Africa at a continental level.

**A Historical Seminar**

18, April 19, and 20 1996, on the initiative of the national Association of the judicial officers of Senegal, with the assistance of the UIHJ, was held in Dakar the first international conference of the judicial officers in Africa, devoted to the comparative study of the profession in France, in the Benelux countries and in Africa. Were present colleagues from Benin, Burkina Faso, Congo, the Ivory Coast, Gabon, Mali, Senegal, Tunisia as well as France and Belgium. The topic of the conference was: *"the judicial officer, his future in a legal and legal area"*. Ten years later, the UIHJ wanted to commemorate this historical meeting and to pay a stirring homage to its famous architect, Yacine Sene, former president of the national Order of the judicial officers of Senegal, vice-president of the UIHJ.

It is in the amphitheatre of the hotel N'Gor in Dakar that the debates were held during two intense and rich days. The topic of the conference was: *"New development prospects of the occupation of judicial officer in Africa"*.

At the time of this conference, a delegation of the UIHJ, of a national Order of the judicial officers of

Senegal, national Chamber of the judicial officers of France represented by its president, Paul Rochard, of Ohada, in the person of its permanent secretary, Mr. Lucien Kwawo Johnson, had the privilege to be received by Mr. Macky Sall, Prime Minister of Senegal, and by Mr. Sheik Tidiane Sy, Minister for the Justice of Senegal.

Placed under the auspices of the ministry of Justice, the seminar included delegations that came from the four corners of Africa (South Africa, Benin, Burkina Faso, Congo, Ivory Coast, Gabon, Mali, Senegal, Togo, Tunisia, and Rwanda), but also of Europe (France, Hungary, Netherlands, Romania, Switzerland) and of America (Quebec).

Key man of the harmonization of laws of businesses in Africa, Mr. Lucien Kwawo Johnson, permanent secretary of Ohada, did not miss the invitation and honoured with his presence the works of the conference.

The National School of procedure of France (ENP), kingpin of the seminars organised by the Training unit of the African judicial officers (Ufohja), was massively represented by its vice-president, Jean-Michel Rouzaud, and by many African and French Ufohja experts.

One also appreciated and noticed the presence of many personalities of the legal and judicial community, such as high-ranking magistrates and clerks, as well as the president of the Chamber of the notaries and the president of the Order of Lawyers and Solicitors.

In his opening speech, Mr. Birane Niang, principal private secretary, representing the Minister for Justice, indicated that the holding of the celebration of the 10th birthday of the first meeting of the African judicial officers on African ground is for him a reason for great satisfaction as it constitutes a recognition of the Senegalese expertise on legal matters on the one hand, and the conscience of its

*Le 3e atelier – The third workshop*





Jacques Isnard



Macky Sall, premier ministre du Sénégal et Yacine Sene, vice-présidente de l'UIHJ — Macky Sall, Prime minister of Senegal and Yacine Sene, Vice-President of UIHJ

government in the introduction of a state of law on the other hand. *"In order to give citizens reliable guaranties, it is essential that the execution of court decisions is carried out within reasonable times. It is a need for a State of law under the risk of seeing the emergence of a parallel way, source of all kinds of drifts"* indicated Mr. Niang. The principal private secretary also indicated his attachment to the Cadat project of the UIHJ. *"Our country accompanies you in this project all the more when considering that its finalisation will facilitate the adoption of a uniform statute for judicial officer proposed by the national Order of the judicial officers of Senegal"* he underlined.

### The First Branch of the UIHJ

After these very eulogistic remarks towards the UIHJ and the occupation of judicial officer, Jacques Isnard, president of the UIHJ, thanked the national Order of the judicial officers of Senegal and its president Malick N'Diaye, prevented, to have agreed on greeting the various demonstrations intended to commemorate *"the Call of Dakar"* of 18/20 April

1996. The president of the UIHJ specified that the presence of the permanent secretary of Ohada, Mr. Kwawo Lucien Johnson, was a pledge of comfort because *"on the one hand it makes it possible for us to maintain increasingly closer links with this institution which always inspires much admiration to us and on the other hand, gives the pleasure to welcome, under the seal of increasingly more refined relations, an eminent lawyer but also a friend"*. Dakar is well the first branch of the UIHJ in the world, after Paris which is the registered office, recognised Jacques Isnard. *"Indeed, since 1996, it is the 5th time that we are in Dakar within the framework of a great international demonstration. This shows the attraction which your capital causes for the judicial officers"*. Then, the president of the UIHJ pointed out the history of the action of the UIHJ in the field of the *"globalization of the UIHJ"*, Africa having been chosen after the 15th international congress of Warsaw in 1994 as a privileged objective of this ambitious program.

At the time of the bringing together, much were unaware of even how the system of execution in their

closer neighbours functioned! Under these conditions the project of bringing together the professionals in charge of the execution of each country of the area appeared quite daring. Nevertheless, impelled by the communicative dynamism of the inexhaustible president of the judicial officers of Senegal, Mrs Sene, the UIHJ was to decide to organise in Dakar the 1st seminar of the African judicial officers. The goal was very simple: to proceed to an inventory of the situation and to know who made what and how, in our branch of industry i.e.: enforcement, service of documents, statements of facts, auction sales, debt collecting, but also the organisation of work, the social organisation, etc.

Thanks to the support of the ministry for the French co-operation and the French Embassy in Dakar, without which nothing could have been done, eight States of central and Western Africa convened. In addition, the judicial officers of Belgium and Tunisia had joined the local delegations, so that this first Pan-African seminar could open, reinforced by the participation of eleven countries coming from Africa and Europe.

Pendant la cérémonie officielle d'ouverture — During the official opening ceremony



Une partie du public — A part of the audience





*M. Kamate, membre du bureau de l'Ordre national des huissiers de justice du Sénégal – Member of the board of the National Order of the Judicial Officers of Senegal*



*Paul Rochard, président de la Chambre nationale des huissiers de justice de France – President of the National Chamber of the Judicial Officers of France*



*Mourad Skander, membre du bureau de l'UIHJ – Member of the board of UIHJ*

This seminar had a considerable repercussion. It was to seal the massive integration of the judicial officers of the African continent to the Union, and it was to also mark the beginning of the progress of our fellow-members of the area in their movement of recognition and development.

### An Exemplary Journey

The president of UIHJ to continue: *"Because Ladies and Gentlemen, what a journey since 10 years! Here is a profession which existed only in an embryonic state, dispersed, unorganised,, sometimes without defined statute, subjected to texts of another time, shared between the public office and the liberal profession, sometimes not very qualified and especially without training. Today, stimulated by the treaty of Ohada and the uniform act on enforcement, most of the time structured in the liberal form, organised in national chamber or order, harmonised with a statute in constant evolution, formed with this incomparable tool which is – thanks to the national School of procedure, of which I greet its vice main president Jean Michel Rouzaud – Ufohja. All the States of the zone - the last being the Central African Republic – are members of the UIHJ. Today, we welcome for the first time and with much emotion our fellow-members of Rwanda who also have just obtained a system comparable with that which is dear to us and have just filled their application form to join the Union. If one wants to consider well that we are surrounded by the representatives of South Africa, of the Maghreb, of Canada and of seven countries of Europe - on the whole more than twenty countries –, I invite you to measure the extent of the event of which we are the witnesses".*

Then, Jacques Isnard devoted himself to a prospective analysis of the future of the profession in Africa

and in the world. *"Our condition of survival will lie at the same time in our faculty to impose ourselves and go constantly forward and in that to pre-empt the future. Yesterday, the judicial officer worried about acquiring a statute, today we work on the triptych service of documents - enforcement – debt collecting. Tomorrow we will open the future with our action plan resting on multi-field".*

President Isnard completed his speech while returning thanks to Yacine Sene and by dedicating the seminar to her. *"Ten years after, it is a whole professional community which owes you homage and recognition, particularly this large brotherhood of central and Western Africa which you instigate since then. This one from now on feels invested in an obligation: that to continue your mission in order to find us in Dakar in 2016 for the 20th birthday!"* the president concluded from the UIHJ under the applause of the crowd.

### A Latino-African Vision of the Law

After this emotional intervention, it was the turn to Thierry Guinot, judicial officer in Paris, former president of the departmental chamber of the judicial officers of Paris, also the author of a reference work on the occupation of judicial officer (*"the judicial officer: standards and values - professional Ethics, deontology, discipline and standards"* - EJT, 2004) to give a presentation whose topic was: *"A Latino-African vision of the law through the ancestral traditions"*. In an intervention of an exceptional quality and often referring to the history and the philosophy of the law, our fellow-member showed that between the Latin and African countries, the bonds are much older and the destinies more closely dependent than it is generally supposed. *"It is not useless to reconsider our roots, but also to think together this future bound by a common*

*archetypal structure, enriched by different situations and courses"*, precisely indicated Thierry Guinot, and to conclude: *"To put the man as Being in the centre of the legal device is to postulate that the harmony of the people can only exist according to the relation of the man to the surrounding world. To preserve the being as a major premise of the legal thinking and to admit Having as a minor premise, this is the lesson which our values teach us, and it is in that that the Latin and African visions of the law can and must be combined"*.

### Reinforcement of the Profession in Africa

After this most appreciated intervention, the works of the conference could start. Three workshops had been organised. The first workshop related to the topic of the reinforcement of the occupation of judicial officer in Africa. Leo Netten, 1st vice-president of the UIHJ, played the essential part of chairman. Jacques Isnard made an intervention on the reinforcement of the profession in the Ohada zone from 1996 to nowadays. *"Personally, I have the feeling that the treaty of Ohada was the genuine detonator which triggered the profession in the concerned States in the direction of progress"*, estimated Jacques Isnard. It is as from this period that the UIHJ, in collaboration with the ENP, started to organise its first conferences, initially in Brazzaville, then successively in other capitals (Cotonou, Libreville, etc). Gradually, with the help of success, and with the multiplication of requests, the idea to create an autonomous but internal body of training, made its way to lead to the implementation of Ufohja at the time of the Council of Cairo in May 2002. The first conference given within the framework of this new institution took place little time afterwards in Niamey. Today, Ufohja, which does not replace the



*Filifing Dembélé, président de la Chambre nationale des huissiers de justice du Mali – President of the National Chamber of Judicial Officers of Mali*



*Adrian Stoïca, membre du bureau de l'UIHJ – Member of the board of UIHJ*



*André Mathieu, membre du bureau de l'UIHJ – Member of the board of UIHJ*

internal trainings sessions, is a teaching model by the richness of the exchanges which it develops in a form still yet uncommon since it concerns a comparative practise between the judicial officers of the zone and those of France.

Yacine Sene, vice-president of the UIHJ, indicated her attachment to the mutual knowledge of the judicial officers, which had been the engine of the gathering of 1996. *"With Ohada, we find ourselves around texts which are common for us. Ohada is a force which does not exist elsewhere. We have an element of gathering so strong – as it is universally recognised – that we cannot even appreciate it"* estimated our famous colleague. In addition, Yacine Sene pointed out the essential importance of training and greeted the birth of Ufohja, *"great instrument and which comes in support of training at the national level"*. The vice-president also evoked progress as regards communication in particular thanks to Internet and the UIHJ website which makes it possible to obtain information in real time and at any time.

*Une partie du public – A part of the audience*



### **Ohada, a Unique Organisation in the world**

The following topic, *"the treaty of Ohada and its uniform act relating to enforcement : an opening for the judicial officers of the zone"* was successively treated by Paul Rochard, president of the national Chamber of the judicial officers of France and by Honoré Aggrey, permanent secretary of the UIHJ for central and Western Africa.

President Rochard expressed his joy in meeting in Dakar his fellow-members of African countries and other continents, and in particular those who could express themselves in his native language, French. *"There is only one continent in the world where that is possible. This continent is yours"*, he noticed. The president of the French national Chamber also indicated that Africa had set up something unique in the world and that was envied by many countries with the treaty of Ohada by pointing out the federative role of this organisation, which African specificity was also inspired by a legal culture partly resulting

from the French law. Concerning the uniform Act bearing organisation of the simplified procedures of collecting and ways of enforcement, one indeed finds great similarities with the French texts. But this text *"first of all constitutes the collective cement of the judicial officers of the Ohada zone. It allows an unhoped-for bringing together of the law professionals"*. *"Ohada made us become aware that the French judicial officers and those of the Ohada zone come from the same legal brotherhood"* concluded Paul Rochard, by wishing long life to Ohada, Ufohja and to the judicial officers.

For its part, Honoré Aggrey evoked in detail the uniform act on enforcement. The permanent secretary of the UIHJ indicated that this text altered the seizure of personal properties but also brought many innovations with the apprehension seizure, the seizure claim, or the various garnishments. Ultimately, specified our fellow-member, the act contains an opening for the judicial officers. Still it is necessary that we can profit from it by propos-

*Rose-Marie Bruno et Odette Remanda, membres des délégations française et gabonaise – Members of the delegations from France and Gabon*





Claudine Mogni, secrétaire permanente de l'UIHJ  
— Permanent Secretary of UIHJ

ing adjustments and even new provisions to an essential tool of the work which only requires to be improved. Let us profit from it as of now. Here is the wish of the African judicial officers compared to the uniform act on enforcement, concluded our eminent colleague.

### A Harmonization of Laws and Procedures

The following topic, *"the reinforcement of the occupation of judicial officer through the International Conventions"* was approached by Mathieu Chardon, 1st secretary of the UIHJ and Ufohja expert, and by Kokoé Gaba, judicial officer in Lomé (Togo).

In a clear and concise presentation, Mathieu Chardon showed that the reinforcement of the profession through the international conventions took place on the one hand by a harmonization of laws and on the other hand by a harmonization of the procedures. He thus explained the place of international conventions as regards justice, and which were its consequences for the occupation of judicial officer, in particular as a factor of development and cohesion.

Our colleague Kokoé Gaba supplemented the remarks of the 1st secretary of the UIHJ by quoting the example of the Hague Convention of November 15, 1965 as regards service of documents. Kokoé Gaba described the modes of transmission of the documents and in particular the possibility offered by article 10 b of convention to transmit the documents directly from a judicial officer to another judicial officer. And our colleague to underline: *"It is to this end that the UIHJ was given for mission of making steps near the governments, including the Senegalese government, to adhere to this convention. On the initiative of the UIHJ, it would be desirable that the chambers of the judicial officers encourage their respective countries to sign this*



Johan Fourie, délégué permanent de l'UIHJ pour l'Afrique australe — Permanent Delegate of UIHJ for Southern Africa

*convention because it is their interest. Today, there is no more than two African countries and it is a gap which it is necessary to fill as soon as possible, to allow us a transmission of the documents as soon as possible"*.

The topic of *"the place of the African judicial officer in the UIHJ"* was evoked by Adrian Stoica (Romania), member of the board of the UIHJ, and by Alphonse Kibakala, president of the national Chamber of the judicial officers of Congo.

It was the first visit in Africa for our fellow-member Adrian Stoica, who declared himself immediately conquered by the people that by the places. *"If one refers in the place of the African judicial officer in the UIHJ, I can say to you that he plays an important part. I do not say it by kindness, because what his achievements on the level of the African continent and relating to the UIHJ are obvious and speak for themselves"* declared our colleague. Evoking in turn Ohada, Ufohja and the Cadat project, Adrian Stoica underlined the promptness of our African colleagues.

Alphonse Kibakala pointed out rightly that *"it is thanks to the meetings of Dakar of 1996 that we judicial officers of the Ohada zone could reach the UIHJ"*. And our fellow-member to continue: *"Dakar 1996 was thus for the African Ohada zone the true catch. It was the occasion for us judicial officer of the Ohada zone to discover a reliable partner, undeniable and impossible to circumvent. Finally a partner, a godfather who allowed us to solve on the African level many problems involved in the structuring and the development of the profession in Africa. Since then and through its action the UIHJ permitted to reach the liberal statute in the majority of the countries of the Ohada zone"*. Also, according to the president of the national Chamber of Congo, the African judicial officer today plays a considerable and sizeable positive part in the life of the UIHJ, in

particular through his participation in the board of the UIHJ, with the presence of Yacine Sene, Honoré Aggrey or Emmanuel Minoungou.

### A Social Security Cover for the African Judicial Officers

The second workshop was devoted to *"the standardisation of the occupation of judicial officer in Africa"*. The chairman was Honoré Aggrey.

The first topic, *"the social organisation of the judicial officer: analyse and projects"*, had as speakers Francis Guépin, former president of the national Chamber of the judicial officers of France and member of the board of the UIHJ, and Séverin Somda, president of the national Chamber of the judicial officers of Burkina Faso.

In an intervention which answered an extreme topicality, that of the general absence of Social Security cover for the African judicial officers and their staff, president Guépin launched the idea to set up, on the level of the African continent, a system of professional insurance which would meet the needs of the profession in Africa. There is not indeed any health, death, disability or even pension protection system, for our African fellow-members. Francis Guépin stated in particular that one could launch invitations to tender at the level of international insurance companies. The representatives of the African delegations approved and supported this federative idea.

Séverin Somda confirmed that there is not any social organisation concerning the African judicial officers. *"That created a feeling of insecurity. Can one be truly effective in this insecurity?"* he wondered. The burkinabé president added: *"The fellow-members should be exhorted to reach this evolution to have a pension and protection. With the will of our African fellow-members, one will be able to carry out this objective. We would like to have the venality of our offices. That can seem outdated but that would enable us to consider the future in a better way. It will be necessary for us to fight to obtain that. The proposals of Francis Guépin are excellent. I subscribe to it completely and exhort my African colleagues to adhere to it. It is a challenge for us African judicial officers but it will be necessary for us to embrace it"*.

### An Ambitious Project

The next topic, *"the standardisation of the independence of the judicial officer"*, was treated by Francoise Andrieux, judicial officer in Roquevaire



(France), former president of the national chamber of the judicial officers of the Bouches-du-Rhône, and by Saint-Auffret Louzingou, former president of the national Chamber of the judicial officers of Congo. In a very complete presentation, Françoise Andrieux showed that if the standardisation of the profession was necessary, it was not to constitute only a simplification. *"It is necessary to have on the question of the standardisation of the independence of our profession, guaranties of an effective mode of enforcement, an ambitious sight plunging towards the economic globalisation and the internationalization of the exchanges"* she indicated. In the end, it is a question of instigating the economic development and the growth in French-speaking Africa by the installation of reliable tools and legal authorities. If legal safety is a fundamental requirement of the State of right it also generates an added-value. For its part, Saint-Auffret Louzingou indicated that *"this standardisation is necessary to reinforce the effectiveness of the African judicial officers and to make enforcement a cleansed and organised field"*. For the former president of the national Chamber of Congo, it is essential to consider a harmonization of the independence of the judicial officer through important actions such as the accelerated adoption of a statute of the African judicial officer, the standardisation of a tariff to all, the institution of an Ohada Community enforcement title, the realisation in the long term of the Cadat project, and to obtain from the governments of the Member States of the UIHJ the guaranties of the basic rights of the judicial officers. *"Such a project could appear very ambitious, but with the assistance and the support of the UIHJ, we are certain that we will be able to have a good independence of the judicial officer and that we could be united together in the same way of working and enforcing court decisions"* he concluded.

### An Essential Profession

The following topic, *"the need for providing for implementing deontological, disciplinary and rigorous rules"* was approached by Thierry Guinot and Emmanuel Minoungou, auditor of the UIHJ and former president of the national Chamber of the judicial officers of Burkina Faso.

Thierry Guinot rightly underlined that if a profession wants respects and wants to last, it is necessary to prove its usefulness an even that it is essential, credible and offers a quality service. Our fellow-member then insisted on the discipline which must



*Françoise Andrieux, expert de l'École nationale de procédure de France — Expert of the French National School of Procedure*

be essential in the profession and the modes of regulation through the structures of control and a system of sanctions. *"The rigour — when it aims to the wellbeing of all — should not be felt like a burden, but like a means, as well as the technology which also comprises constraints while improving the activity. The discipline — the art of doing and to abstain from doing — constitutes at the same time a practise and a personal quality, turned towards the good of the group and which one collects in return the advantages. As for the sanction, it is a weapon which — in the ideal — should not be used; it is a weapon of dissuasion with respect to the professionals who would be tried by the fault; it is an argument of persuasion with respect to the public showing that our values are not a vain word"* concluded Thierry Guinot.

Emmanuel Minoungou, greeting Thierry Guinot, added that *"the aims in view by our various national professional organisations are to create a qualified judicial officer worthy and respectful of all. President Isnard does not cease pushing us towards the goal. This competence and this credibility so much required would be useless if the cement of the deontological and disciplinary rules did not constitute the base of it"*. Quoting Rabelais (*"science without conscience is only the ruin of the soul"*), Emmanuel Minoungou, estimated that the judicial officer must be a fundamentally human character, calm by temperament, with a good intellectually mind and strong morally. To guide him towards this way, it is essential to create and build deontological rules and to apply them rigorously, without sentimentalism but with much of understanding, for the good of the whole of the profession as well on the national level as on the international level.



*Saint-Auffret Louzingou, ancien président de la Chambre nationale des huissiers de justice du Congo — Former President of the National Chamber of the Judicial Officers of Congo*

### The Promotion of a Global Legal Area

The standardisation of the statute of the judicial officer and the Pan-African project *"Cadat"* were then presented by Leo Netten, 1st vice-president of the UIHJ, Johan Fourie, permanent secretary for the Southern Africa, Mourad Skander, member of the office of the UIHJ and Honoré Aggrey.

Leo Netten pointed out that, since many years, the UIHJ strongly engaged in a process aiming at promoting the adjustment of a global legal area. It has a broad overall vision of the international law and situation in Africa. No doubt our organisation is ready to support the inter-zones meetings, to bring together the technicians of the various legal families, to federate the ideas and to impose themselves as an ideal interlocutor near all authorities. At the permanent council of Cape Town, indicated Leo Netten, our president Jacques Isnard proposed to create a commission which would include judicial officers of the three zones: North Africa, Ohada zone and SADC zone. All the delegations that were present unanimously adopted a resolution in which it was decided to create a group of experts judicial officers in Africa from which the goal would be to seek within the various countries, the points of convergence between the legislations, the civil and commercial procedures and the law professional having a common specificity in these matters; secondly to draw up a summary of the comparative law between the various States by creating common standards and thirdly to support the installation of a African legal area by the creation of a uniform instrument allowing the direct transmission of the documents and the court decisions of between judicial officers of these states. Such are the broad outline of the Cadat project (for Cape Town, Dakar, Tunis).



*Séverin Somda, président de la Chambre nationale des huissiers de justice du Burkina Faso – President of the Chamber of Judicial Officers of Burkina Faso*

*Cérémonie de Clôture – During the closing ceremony*



Johan Fourie reconsidered the resolution of Town Cape of May 11 2001 which decided to gather the group of experts, then on the resolution of Pretoria of February 25 2005 which adopted four proposals aiming:

- to establish a training scheme;
- to promote the ratification of the Hague Convention of November 15, 1965 in the countries of the zone;
- to encourage each country to participate in the Ohada treaty;
- to support the collecting of extra-judicial debts by the judicial officers.

Then, our fellow-member presented an analysis of the resolution of Cape Town, by recognising the delay in its implementation and by exhorting the countries and the board of the UIHJ to be mobilised more still around this project.

Mourad Skander continued while insisting on the shutter formation. For our fellow-member, the uniform statute should comprise an obligation for each judicial officer to follow cycles of formation continues at least during the first ten years of its career. Then, Mourad Skander launched out in a plebiscite of the Cadat project, by underlining its flexibility. *"The characteristic of Cadat in this context it is that it is unifying Africans. One could develop this structure so that it takes the shape of an African commission dependent on the UIHJ"* he indicated.

To conclude on the topic, Honoré Aggrey, carried out an analysis of the rules of service of documents in the countries of Central and Western Africa. Our fellow-member recognised that this analysis *"was amply facilitated because of membership of these countries to the same colonial past and, to a lesser degree, with the advent of Ohada"*. In a very clear talk, Honoré Aggrey evoked successively, the fields of intervention of the service of documents, their contents, the agents qualified to intervene, and the authenticity of the acts, their cost and the service

of documents in international matter.

### **To Ensure an On-Going and Specialised Training**

The third and last workshop, relating to the optimisation of the occupation of judicial officer in Africa, was placed under the moderation of Anne Kérisit, member of the UIHJ and Ufohja expert.

The first topic of the workshop related to *"the training, Ufohja and the co-operation with the French national School of procedure"*. The speakers were Jean-Michel Rouzaud, vice-president of the ENP and Claudine Mougni, judicial officer in Libreville (Benign), secretary of Ufohja.

Jean-Michel Rouzaud recalled that the UIHJ considered as a pressing need the setting up of an effective and perennial system being able to ensure an on-going and specialised training and in Africa. The Training unit of African judicial officers (Ufohja) was thus born on 1 February 2002, mainly centred on the uniform acts of Ohada. The texts being strongly inspired of the French model, the UIHJ considered that collaboration with the National School of procedure became impossible to circumvent to ensure this training. The ENP immediately placed at the disposal of Ufohja its competences, its experiment, its know-how, its expertise, as well as several of its collaborators, selected among the most experienced and the most brilliant ones. Consequently, were met the conditions so that the ENP could continue and intensify its interventions in the Ohada zone within the framework of Ufohja, thanks to a very light structure of three components: the UIHJ, the ENP and a college of African judicial officers. Jean-Michel Rouzaud declared that *"our African fellow-members often let us know that they appreciated the interventions of the ENP, that they were useful and advantageous for them, for themselves and also their collaborators"*.

Claudine Mougni then paid a stirring homage to the *"women of Dakar 1996"* who were present ten

years ago and who are still present today, and with the most famous amongst them, Yacine Sene, *"the spark which made it possible to start the fire which lights our road henceforth"*. Ufohja was thought for the African judicial officers and with the African judicial officers, our colleague specified by pointing out its procedure for the choice of the seminars, between three to four per year, at a eighteen months intervals per country.

### **The Trust of the Citizens**

The 2nd topic was that of the enforcement and the assistance to the judicial officer and the contest of the police force. It was treated by Dominique Aribaut, member of the UIHJ, and by Filifing Dembélé, president of the national Chamber of the judicial officers of Mali.

*"In any democratic country, the State is held to ensure the safety and the security of its citizens, which led it to set up the institution that we know and respect all: justice"* indicated Dominique Aribaut. Then our colleague described with precision the mechanisms of obtaining the help of the police force and the assistance to the judicial officer, by precisely defining the concept of assistance which is often confused with that of the help. In conclusion, Dominique Aribaut estimated that if the court decisions are not enforced, the judge loses confidence in his own mission and, which is more serious, also loses the confidence of the citizens. *"We will then run the risk to see the development of a private justice, blind and inequitable, with the principles far away from the supreme justice, which will not give any more to the citizens the guaranties necessary to the respect of their rights"* she finally pled.

Filifing Dembélé presented the situation in Africa in comparison of the assistance and the help of the police force and the many problems encountered in practise. The distraint must obey to certain conditions. The requisition in many African countries is done by means of a mail addressed by the judicial



officer to the police force or to the gendarmerie but the requisition must be covered as a preliminary with a visa given by the public prosecutor's office. This visa results from the practise and is criticised by the judicial officers. According to the person who is the subject of the procedure, the visa will be or not granted. This situation must change, indicated our fellow-member, because it is against the principle of separation of the powers.

### Service of Documents: an Unquestionable Value for the Parties

The following topic related to *"the service of documents: the security and the respect of the rights of the parties"* and was approached by André Mathieu, member of the board of the UIHJ and by Séverin Somda.

André Mathieu developed his intervention around a quadruple security: by the statute of the judicial officer, by the laws, by the deontology and the professional responsibility and by the legal independence of the judicial officer. Drawing from the examples of the Quebec legislation, our fellow-member detailed his arguments to conclude that *"being the service of documents, it remains obvious as for us that the service by the ministry of a judicial officer is an unquestionable value for the parties since the citizens are highly protected by all the parameters envisaged by the laws as well on the civil an disciplinary levels"*.

Séverin Somda, for his part, presented the topic under the angle of the African specificity, acknowledging many great similarities because of the statute and the role of the judicial officer in many African countries.

### A Revolution in the Mentalities

It was time for Rose-Marie Bruno, judicial officer in Arles (France), and Odette Remanda, judicial officer in Libreville (Gabon), both Ufohja experts, to treat the topics of the complementary activities such as the collection of debt and statements of facts.

Rose-Marie Bruno centred her intervention on the debt collecting with the flame and the force of conviction that one knows to her. *"Informal debt collecting, in opposition to judicial debt collecting, results from a revolution of mentalities"* she indicated. In Africa, or in the majority of the countries, the judicial officer, member of the legal professions, is ignored and has every difficulty to sit its authority in this quality. That will be all the more difficult, if he intervenes upstream a lawsuit, to obtain from

the debtor to respects his engagement. To succeed in informal debt collecting supposes two conditions: the organisation of a structure of covering within the office and the control of the techniques. That requires a well trained and qualified personnel which knows the whereabouts and the tools of covering.

Regarding statements of facts, Odette Remanda recalled that the statement of facts made by judicial officers is envisaged in the statutes governing the occupation of judicial officer in the near total of the States of French-speaking Africa. The purpose of the report with the service of evidence covers several aspects and is to help justice to approach the truth. The judicial officer within the specific framework of his mission of statement of facts could be taken along to being the craftsman of the production of evidence, by drawing up an official document at the request of a private individual, on his initiative or under the decision of the judge. The fact that it is written in by a public officer confers him the authentically characteristic of the document. Odette Remanda concluded her intervention by specifying that *"such recognition obviously offers an undeniable force to the statement of facts too often forgotten"*.

The seminar could not be completed without an important intervention of Mr. Lucien Kwawo Johnson, permanent secretary of Ohada. Mr. Johnson thanked the UIHJ and the national Chamber of the judicial officers of Senegal to have invited him to take part in this historical seminar. The permanent secretary of Ohada greeted the UIHJ which he described as the best international ambassador of Ohada and wished that the cooperation between the two organisations be closer still, for a mutual benefit.

### Rwanda Wants to Join the UIHJ

One could not also miss to account for the well noticed intervention of Rwanda, in the presence of Thémistocle Munyangayo, and Jean Bosco Nsengiyumva, respectively president and secretary of the Body of the judicial officers of Rwanda. Mr. Bosco Nsengiyumva indicated that the Body of the judicial officers of Rwanda started in 2003. It includes 23 judicial officers, of which a woman. Our fellow-member stressed the geopolitical importance of Rwanda, located at the geographical, strategic linguistics crossroads of Africa. *"The ministry for Justice of Rwanda would like to come into contact with Ohada to make a version for the East Africa*



Jean-Michel Rouzeaud, vice-président de l'École nationale de procédure française - Vice-President of the French National School of Procedure

*of what exists in West Africa. That would help us to make our law of the businesses and to know a judicial officer who crosses the borders. We request the assistance of the UIHJ for that and also for training. That relates to Rwanda but also to all the bordering countries"* he declared, starting a thunder of applause.

Reacting to these remarks, president Isnard stated: *"It is useless to underline the intensity of the emotion which overwhelms us. The population of Rwanda was submitted during many years to a national and international situation which made that this State country at the crossroads of Africa became universally known for circumstances which we wish from the bottom of our heart that it is never happen again. Our fellow-members managed to create a profession identical to ours, thanks in particular to what they could find on Internet. They created a national Chamber, all that in record time. With regard to the profession, you will learn to get acquainted to our great family of the UIHJ. You will have the occasion to see how our organisation is made up and how it develops. You have in the room the permanent secretary of Ohada which will be I am sure very receptive to your message. We will be happy to welcome you among our organisation"*.

### A Delegation greeted at the Primature of the Republic

Parallel to the seminar, a delegation of the UIHJ, the national Chamber of the judicial officers of Senegal, of the national Chamber of the judicial officers of France, as well as Mr. Johnson, permanent secretary of Ohada, convened at the primature of the Republic with Mr. Macky Sall, Prime Minister of Senegal, and with Mr. Sheik Tidiane Sy, Minister for the Justice of Senegal. During nearly on hour,





the exchanges were direct, warm and fruitful. Mr. Sall enquired near the president of the UIHJ of the situation of the judicial officers in the other countries of Africa, greeting the specificity of Ohada.

Jacques Isnard summarised the two working days, presenting in particular the project of a social system for the judicial officers in Africa. The president of the UIHJ also recalled to the authorities the project of the accession of Senegal to the Hague Conference and the Hague Convention of November 15, 1965. The Prime Minister ensured to him that this project was going quickly to be examined. To finish on another very positive note, the Minister for justice announced the very next revalorization of the tariff of the Senegalese judicial officers, to the great satisfaction of our fellow-members who have been expecting this rise for several years.

**A Woman of Exception**

The seminar of Dakar 2006 was completed, as it should be, in the friendship and the confraternity, around an official dinner where each one could slacken and also continue, in relaxation, the two days debates. But this moment also has the occasion to return a stirring and very moving homage to Yacine Sene, for the whole of her actions during the past ten years, in collaboration with the UIHJ, to build and ensure the future of the judicial officers in Africa. President Isnard in particular greeted the woman of exception without who nothing would have been possible. Many tributes were then paid to her. For her part, Eliane Oberdeno, president of the national Chamber of the judicial officers of Gabon declared that "Yacine Sene is the object of the admiration which President Jacques Isnard and the whole of the members of the UIHJ convey to her". Several gifts were given to the vice-president of the UIHJ who, very moved, thanked and greeted the UIHJ as well as the "children of 1996" while wishing everyone to meet in ten years to celebrate the new projections of the UIHJ and the future developments of the noble occupation of judicial officer in Africa.

As for sure, appointment is taken, dear Yacine!

**In memoriam**



*Duafa Ahoomey-Zunu, à droite, avec le ministre de la justice du Togo, au center, et le président de l'UIHJ, à gauche, pendant la cérémonie officielle d'ouverture du congrès international de l'UIHJ à Lomé le 8 novembre 2002 — Duafa Ahoomey-Zunu, on the right, with the Minister for Justice of Togo, at the center, and the President of the UIHJ, on the left, during the official opening ceremony of the International Seminar of UIHJ in Lome, on 8 November 2002*

Notre confrère Bienfait Duafa Ahoomey-Zunu, président de la Chambre nationale des huissiers de justice du Togo, nous a quitté en mars 2007 des suites d'une longue maladie. Marié et père de famille, il a été nommé huissier de justice le 13 octobre 1989 à Lomé et était titulaire de la 9e charge. Notre distingué confrère a poursuivi ses études de droit et a obtenu en 2002 un diplôme d'expertise en formation du droit Ohada. Ses compétences et son sens des responsabilités lui ont permis de devenir président de la Chambre nationale des huissiers de justice du Togo du 21 février 2002 jusqu'à ce jour. Notre ami était un digne représentant de son pays au sein de l'UIHJ. A ce titre, il a participé à de nombreuses réunions internationales, ne manquant pas de défendre sa profession et d'en assurer la promotion dans son pays et au sein de l'UIHJ. Depuis mars 1994, Me Ahoomey-Zunu était également chef du village de Kpélé Tsavié et chef canton de Kpele Gbaledze. Après deux veillées funèbres à Lomé et à Kpélé Tsavié les 8 et 9 mars 2007, il a été enterré dans son village natal le 10 mars 2007. L'UIHJ adresse ses condoléances attristées à sa famille et à ses proches.

Our colleague Bienfait Duafa Ahoomey-Zunu, President of the National Chamber of the Judicial Officers of Togo passed away in March 2007 of the continuations of a long disease. Married and a father, he was appointed at the 9th Judicial Office of Lome on October 13, 1989. Our distinguished colleague continued his Law studies and obtained in 2002 a diploma of expertise in training on the Ohada Law. His competences and his sense of responsibilities enabled him to become President of the National Chamber of the Judicial Officers of Togo from February 21, 2002 to this day. Our friend was a worthy representative of his country within the UIHJ. For this reason, he took part in many international meetings, not failing to defend his profession and to ensure its promotion in his country and within the UIHJ. Since March 1994, Mr Ahoomey-Zunu was also a chief of the village of Kpélé Tsavié and county chief of Kpele Gbaledze. After two death-watches in Lome and Kpélé Tsavié on 8 and 9 March 2007, he was buried in his native village on March 10, 2007. The UIHJ addresses its deepest condolences to his family and his close relations.